COMPTE-RENDU DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 7 DECEMBRE 2023

ORDRE DU JOUR :

- Approbation du compte rendu du 12 octobre 2023
- Présentation des animations 2024
- Décisions modificatives
- Accueil périscolaire : tarifs garderie
- Rénovation salle des associations et WC publics : fonds de concours - communes rurales
- Création d'un poste d'adjoint technique
- Création d'un poste d'adjoint technique principal 1^{ère} classe
- Modification du règlement d'utilisation des Barthes communales
- CPIE – Convention de partenariat pour la gestion et la conservation des Barthes de l'Adour

Questions orales

- Mandat au CDG 40 pour négocier un accord avec les organisations syndicales représentatives et lancer la consultation ayant pour objet de conclure une convention de participation dans le domaine de la prévoyance
- Transfert voirie et des espaces communs du lotissement « Le Clos des Thermes »
- Réduction de la plage horaire de l'éclairage public nocturne
- Point sur le centre aéré

Questions diverses

L'an deux mil vingt-trois, le sept décembre à 19 h 00, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur CHAHINE Hikmat, Maire

Date de la convocation : 1^{er} décembre 2023

Présents : M. CHAHINE H. – Mme BOGNENKO SANIEZ A. - M. DAL S Chr. – Mme AUDREN P. - M. MIDON J. – Mme PEYROU N. - M. PLACHOT L. présent en visioconférence - M. TACHOIRES B.

Procuration :

Mme CAZAUX LANUSSE Séverine a donné procuration à M. DAL S Christian
M. DARTIGUEMALLE Patrick a donné procuration à Mme AUDREN Paule
Mme GENÈZE Virginie a donné procuration à M. MIDON Joël
M. GROCCQ Daniel a donné procuration à Mme PEYROU Naty

Absents excusés : Mmes CAZAUX LANUSSE S. – DUPRAT Gh. - GENÈZE V. – M. DARTIGUEMALLE P. - GROCCQ D. - SARTIRANO J.

Secrétaire de séance : M. Christian DAL S

PRÉSENTATION DES ANIMATIONS 2024

Mme OLIVIER Claire-Hélène, animatrice, présente son projet pour le programme animations 2024 organisé par la médiathèque.
La subvention sera à hauteur de 4 000 €.

Un budget supplémentaire sera fixé pour la manifestation de septembre : l'art dans tous ses états.

DÉCISIONS MODIFICATIVES N° 5

INVESTISSEMENT

Dépenses		Recettes	
Article - Opération	Montant	Article - Opération	Montant
16878 (16) : Autres organismes	14 000.00	10226 (16) : Taxe d'aménagement	14 000.00
231 - 126 : Grange de la Capranie	12 900.00	2804182 (040) : Amortissement	900.00
231 - 133 : Aménag. des carrières	-28 000.00		
231 - 96 : Restauration clocher	9 000.00		
231 - 141 : Rénovat. Salle associat.	16 000.00		
Total dépenses	14 900.00		14 900.00

Fonctionnement

Dépenses	
Article - Chapitre	Montant
60612 (011) : Énergie - électricité	16 000.00
60621 (011) : Combustibles	6 000.00
60622 (011) : Carburants	-4 800.00
60623 (011) : Alimentation	3 500.00
60628 (011) : Autres fournitures non stockées	-2 800.00
60631 (011) : Fournitures d'entretien	300.00
60632 (011) : Fournitures de petit équipement	-3 010.00
60636 (011) : Vêtements de travail	1 600.00
613 (011) : Locations	1 000.00
61521 (011) : Terrains	-15 500.00
615221 (011) : Bâtiments publics	1 000.00
61524 (011) : Bois et forêts	-2 400.00
61551 (011) : Matériel roulant	1 000.00
61558 (011) : Autres biens mobiliers	500.00
6156 (011) : Maintenance	1 000.00
618 (011) : Divers	2 700.00
622 (011) : Rémunérations d'intermédiaires	-2 200.00
624 (011) : Transports de biens et transports	1 500.00
625 (011) : Déplacements et missions	1 800.00
6283 (011) : Frais de nettoyage des locaux	3 900.00
6288 (011) : Autres	1 000.00
6588 (65) : Autres charges diverses de gestion	6360.00
681 (042) : Dotation aux amortissements	900.00
7392221 (014) : Fonds de péréquation des ress.	-19 350.00
Total dépenses	0.00

Accueil périscolaire : tarifs garderie

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de revoir les tarifs de la garderie votés en 2016.

Il rappelle les tarifs appliqués :

Tarifs	Forfait mensuel			Facturation à l'heure commencée
	1 enfant	2 enfants	3 enfants et +	
Famille imposable	16 €	24 €	30 €	1,00 €
Famille non imposable	13 €	19 €	24 €	0,80 €

Après discussion, le conseil municipal a fait le choix d'adapter les tarifs de la garderie à la conjoncture actuelle.

Le Conseil Municipal décide avec une abstention :

- **De fixer les tarifs de la garderie par enfant à partir du 1^{er} janvier 2024**

	Jusqu'à 15 heures de présence	Au-delà de 15 heures de présence
Famille imposable	1.25 €/heure	18 €
Famille non imposable	1.00 €/heure	15 €

Rénovation de la salle des associations et des WC publics – Sollicitation de la Communauté d'Agglomération du Grand Dax d'un fonds de concours pour l'investissement des communes rurales

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal le projet de rénovation de la salle des associations et des WC publics attenants à l'église susceptible de bénéficier d'un fonds de concours auprès de la Communauté d'Agglomération du Grand Dax. Le coût prévisionnel s'élève à 27 745,59 € HT.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L5216-5,

Vu la délibération du Conseil de la Communauté d'Agglomération du Grand Dax, en date du 12 décembre 2018 approuvant les modalités de gestion du fonds de concours pour les communes du Grand Dax de moins de 10 000 habitants au 1^{er} janvier de l'exercice concerné,

Considérant que les travaux d'électricité, peinture, plomberie, aménagement d'une cuisine de la salle des associations et WC publics répondent aux exigences du règlement,

Après avoir entendu le rapport de Monsieur le Maire, à l'unanimité, le Conseil Municipal

Article 1 : SOLLICITE auprès de la Communauté d'Agglomération du Grand Dax une participation au financement des travaux de rénovation de la salle des associations et WC publics.

Article 2 : AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document afférent à cette délibération et notamment la convention d'attribution de fonds de concours.

Article 3 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Article final : Monsieur Maire est chargé de l'exécution de la présente décision.

Création d'un emploi permanent d'adjoint technique

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal qu'en raison d'une demande de mutation d'un agent, il convient de prévoir la création d'un emploi permanent à temps complet d'adjoint technique.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU l'ordonnance n° 2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du code général de la fonction publique,

VU le Code Général de la fonction publique,

Après en avoir délibéré, **DÉCIDE**, à l'unanimité, :

- de créer un poste permanent à temps complet d'adjoint technique,
- le responsable de ce poste de travail sera astreint à une durée hebdomadaire de travail de 35 heures,
- il sera chargé des fonctions d'entretien des espaces verts et des bâtiments,
- la rémunération et la durée de carrière de cet agent seront celles fixées par la réglementation en vigueur pour le cadre d'emplois concerné,

- Monsieur le Maire est chargé de recruter le responsable de ce poste,
- les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent nommé et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au Budget aux chapitre et article prévus à cet effet,
- la présente délibération prendra effet à compter du 1^{er} mars 2024.

Création d'un emploi permanent d'adjoint technique principal 1^{ère} classe à temps non complet

Le Maire expose au conseil municipal la nécessité de créer un emploi permanent d'adjoint technique principal 1^{ère} classe à temps non complet (28 heures hebdomadaires) afin d'assurer les missions d'entretien des bâtiments, de surveillance cantine et garderie scolaire. La modification du temps de travail est due à une charge de travail supplémentaire (nouvelles missions et départ à la retraite d'un agent).

Après avoir entendu le Maire dans ses explications complémentaires et après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité,

DÉCIDE la création, à compter du 1^{er} mars 2024, d'un emploi permanent à temps non complet (28 heures hebdomadaires) d'adjoint technique principal 1^{ère} classe,

PRÉCISE que les crédits suffisants sont prévus au budget de l'exercice.

Modification du règlement d'utilisation des Barthes communales

Monsieur Joël Midon, conseiller municipal informe l'assemblée délibérante qu'un groupe de travail a examiné le règlement d'utilisation des Barthes communales en vue d'une modification. Plusieurs points ont été étudiés notamment le pâturage collectif, l'entretien hydraulique et la circulation sur le territoire des Barthes.

Le projet du nouveau règlement a été présenté aux différents acteurs tels que les éleveurs équins et bovins, les chasseurs, les pêcheurs, les promeneurs afin de recueillir leurs avis.

L'objet du règlement est de traiter principalement des règles concernant l'exercice du pâturage collectif, de la chasse, de la pêche et de la promenade sur le territoire des Barthes communales afin de garantir pour chacun, un usage respectueux des Barthes de la commune prenant en compte les droits mais aussi les devoirs de tous les acteurs.

Après avoir entendu les explications, le conseil municipal, à l'unanimité :

Adopte le nouveau règlement d'utilisation des Barthes communales annexé à la présente délibération.

CPIE – Convention de partenariat pour la gestion et la conservation des Barthes de l'Adour

Dans la continuité des actions de préservation des Barthes de l'Adour engagées par les différents acteurs locaux, notamment par le CPIE (Centre permanent d'initiatives pour l'Environnement), un plan de gestion sur les Barthes communales permettant une vision commune des enjeux et des objectifs a été mis en place en 2021. Celui-ci doit être reconduit pour une période de 3 ans.

Le but est d'intégrer de nouvelles dimensions telles que la prise en compte des enjeux liés à l'eau, les enjeux patrimoniaux, les plans de restauration existants et les enjeux liés aux usages. Six communes sont concernées dont la commune de Tercis les Bains.

Monsieur Joël Midon présente au Conseil Municipal une convention de partenariat pour la gestion et la conservation des Barthes de l'Adour avec le CPIE. Il a pour mission de rédiger ce plan de gestion des Barthes communales qui présente plusieurs parties : diagnostic, gestion, programmation et budget.

La participation financière de la commune de Tercis les Bains s'élève à 882 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- **Approuve la décision**
- **Autorise Monsieur le Maire à signer la convention.**

Questions orales

Mandat au CDG 40 pour négocier un accord avec les organisations syndicales représentatives et lancer la consultation ayant pour objet de conclure une convention de participation dans le domaine de la prévoyance

EXPOSÉ PRÉALABLE

Le Maire informe le Conseil que la réforme de la protection sociale complémentaire initiée par l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique et le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement, rend la participation financière des employeurs publics au financement des garanties couvrant le risque prévoyance de leurs agents obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2025.

La couverture prévoyance ou « garantie maintien de salaire » couvre les risques liés à l'incapacité de travail, et le cas échéant, tout ou partie des risques d'invalidité et liés au décès.

L'accord collectif national du 11 juillet 2023 portant réforme de la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux prévoit que l'employeur doit contribuer à hauteur de 50% minimum de la cotisation payée par ses agents. Cette participation doit se faire par le biais d'un contrat collectif à adhésion obligatoire dont les garanties doivent prévoir à *minima* un maintien de 90% du salaire net en cas d'incapacité temporaire de travail et d'invalidité permanente.

Le dispositif réglementaire prévoit donc deux possibilités pour les collectivités, exclusives l'une de l'autre, s'agissant de la couverture prévoyance :

- la mise en place d'une convention de participation *via* une procédure de mise en concurrence lancée en propre
- l'adhésion à une convention de participation proposée par leur Centre de gestion

Aux termes de l'article 25-1 de l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 les centres de gestion ont, en effet, l'obligation de conclure une convention de participation pour le compte des collectivités et établissements de leur ressort qui le demandent.

Par conséquent, le Centre de gestion des Landes a décidé de lancer en 2024 une consultation afin de conclure une convention de participation dans le domaine de la prévoyance. Il propose aux collectivités intéressées de se joindre à cette procédure en lui donnant mandat par délibération.

L'article 3.2 de l'accord collectif national du 11 juillet 2023 prévoit la nécessité de négocier, préalablement au lancement de la procédure de marché public, un accord avec les organisations syndicales représentatives afin de définir les garanties du futur contrat et de désigner un comité paritaire de pilotage pour sa passation et son suivi. Le mandat donné pour lancer la consultation implique donc que soit également donné mandat au Centre de gestion pour mener cette négociation.

Afin de respecter l'échéance imposée par le décret et en fonction des mandats confiés par les collectivités, le Centre de gestion sera en mesure de proposer une convention de participation dans le domaine de la prévoyance à l'été 2024 pour un début d'exécution du marché au 1^{er} janvier 2025.

À l'issue de cette consultation les collectivités conserveront l'entière liberté de signer ou non la convention de participation qui leur sera proposée.

Les garanties et les taux de cotisation obtenus seront présentés aux collectivités ayant donné mandat qui seront amenées à les présenter à leur organe délibérant.

LE MAIRE PROPOSE À L'ASSEMBLÉE

Vu le code général de la fonction publique ;
Vu l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 ;
Vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 ;
Vu l'accord collectif national du 11 juillet 2023 ;
Vu l'avis du comité social territorial départemental du Centre de Gestion des Landes, en date du ;
Vu l'exposé du Maire ;
Considérant l'intérêt de participer au marché mutualisé proposé par le Centre de gestion des Landes et afin de pouvoir prendre une décision avant fin 2024

DÉCISION

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, par 11 voix pour,
DÉCIDE de se joindre à la convention de participation dans le domaine de la prévoyance que le Centre de gestion des Landes prévoit de conclure conformément à l'article 25-1 de l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 et de lui donner mandat :

- pour lancer la consultation nécessaire à sa conclusion
- ET
- pour négocier un accord avec les organisations syndicales représentatives,
 - de donner mandat au Maire pour déterminer avec le Centre de gestion les conditions de déroulement de la négociation et les modalités de conclusion de cet accord ainsi que pour approuver l'accord négocié conformément à l'article L224-3 du CGFP.

PREND ACTE que les tarifs et garanties lui seront soumis préalablement afin qu'il puisse prendre la décision de signer ou non la convention de participation souscrite par le Centre de gestion dont la prise d'effet sera fixée au 1^{er} janvier 2025.

Le comité social territorial se réunira le 13 décembre pour donner son avis pour l'ensemble des communes. La délibération sera prise à la prochaine réunion du conseil municipal

Transfert voirie et des espaces communs du lotissement « Le Clos des Thermes »

Monsieur Chahine informe l'assemblée que les travaux de voirie et des espaces communs du lotissement « le Clos des Thermes » sont terminés. Le conseil municipal est favorable à ce transfert. La décision sera prise après un état des lieux effectué par le Grand Dax, service voirie.

Réduction de la plage horaire de l'éclairage public nocturne

Suite à l'augmentation des dépenses d'électricité, il sera demandé au SYDEC d'éteindre l'éclairage public de 23h à 6h.

Point sur le centre aéré

Évocation par Monsieur le Maire des démarches engagées par le projet d'ouverture d'un centre aéré le mercredi et lors de 5 semaines de vacances scolaires avec prévisions budgétaires et aménagement de planning de certains aménagements communaux (besoin vraisemblablement d'embaucher une personne à temps partiel).

Il faut modifier le planning de certains agents et recruter une personne à hauteur de 21 h / semaine.

Le Conseil Municipal émet un avis favorable pour l'avancée de cette étude.

Questions diverses

- Micro crèche : Une réunion a été organisée à la micro crèche de Tercis les Bains pour présenter les différentes augmentations budgétaires suite à l'inflation et à la revalorisation salariale. À partir du 1^{er} janvier 2024, l'association demandera une participation à hauteur de 1 450 € par berceau.
- Rando gourmande : la commune de Tercis les Bains a été sélectionnée pour la rando gourmande en 2024 qui sera organisée le dimanche 24 juin.